

LE PRCF S'OPPOSE

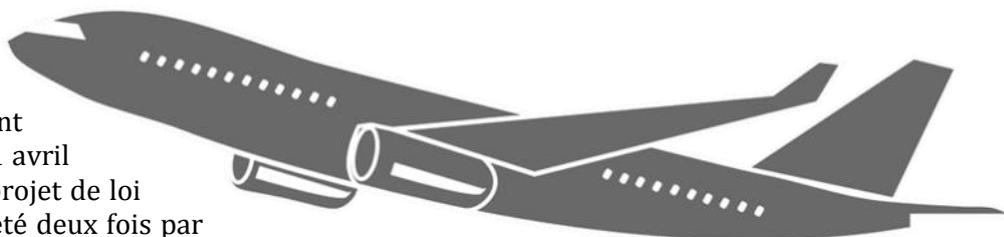
A LA PRIVATISATION DE L'ADP

Le projet de loi PACTE, qui prévoit la privatisation des aéroports de Paris, a été définitivement adopté à l'Assemblée Nationale le 11 avril dernier. Le contexte d'adoption du projet de loi a été particulièrement houleux : rejeté deux fois par le Sénat, il a essuyé de vives critiques de parlementaires de toutes obédiences politiques. Il est par ailleurs extrêmement impopulaire dans l'opinion publique : la moitié des français a déclaré y être hostile et la dynamique de la pétition s'opposant à la privatisation se maintient de façon tout à fait encourageante.

Cette unanimité n'est pas étonnante quand on constate les dangers du projet en question : il engage davantage de coûts que de bénéfices pour l'Etat français (qui ne tire pas les leçons du précédent désastreux que fut la privatisation de l'aéroport de Toulouse) et affaiblit toujours plus l'emprise publique sur les transports ainsi que sur l'aménagement du territoire. Ce projet n'est pas le fruit du hasard ; il répond aux exigences toujours plus grandes de rentabilité du capital qui imposent de tout marchandiser et il s'inscrit dans le droit fil des directives européennes élaborées par et pour les monopoles capitalistes.

Alors que les gilets jaunes et les luttes syndicales expriment une combativité renouvelée contre la politique unique du capital, la lutte contre la privatisation d'ADP sera un élément important des mobilisations de la période qui vient.

Elle peut permettre de cristalliser l'opposition populaire au moment où la Fonction Publique, l'Edu-



cation Nationale, les allocations chômage, les retraites, l'Hôpital et la santé publique... sont aussi dans la ligne de mire.

Une des voies pour cette lutte est le référendum d'initiative partagée qui pour le ministre Lemaire « affaiblit la démocratie représentative » et pour le premier ministre, M. Philippe, pose un « grave problème démocratique »...

C'est pourquoi le PRCF a décidé de signer le texte « **Contre la privatisation d'Aéroports de Paris, gagnons le referendum !** » tout en regrettant que le rôle de l'UE et de ses relais hexagonaux dans la privatisation générale du secteur public industriel et des services publics ait été passé sous silence.

Néanmoins, le PRCF participera à la dynamique unitaire permettant de développer la mobilisation contre l'euro-privatisation d'ADP et mènera en outre sa propre campagne militante sur cette question. En ce sens, il appelle à rejoindre les collectifs locaux en voie de formation et à en créer partout en France.

Pour le PRCF:

Fadi Kassem, responsable des actions unitaires,
Jo Hernandez, responsable commission Luttes

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux